

Nantes: Christian Perronne à la rencontre de ses partisans

écrit par France Soir | 8 mai 2023





Le pr Perronne, présent à Nantes, vendredi 5 mai, pour une conférence intitulée : une conférence intitulée « Pandémie de Covid-19: la grande manipulation ».

© A.T.

TRIBUNE/RENCONTRE – Salle comble pour le professeur Perronne vendredi 5 mai au soir dans un établissement de la banlieue de Nantes, où il donnait une conférence à l'invitation de la [librairie Dobrée](#) ainsi que de plusieurs collectifs de soignants.

Et moment d'émotion quand, en prenant la parole, il salue sa sœur Catherine présente dans la salle, puis évoque la mémoire de son beau-frère décédé à Nantes lors de la première vague de Covid. « *On a laissé crever mon beau-frère* », avait-il dit à l'époque, puisque les traitements précoces ne lui avaient pas été appliqués.

Complétant ce tableau préliminaire, j'ajouterai que je n'ai pas assisté à un rassemblement de gens cagoulés, venus à la nuit tombante ourdir je ne sais quel complot. J'ai vu des

femmes et des hommes paisibles, acquis bien sûr à la cause que le professeur Perronne a servie, lui réservant un tonnerre d'applaudissements à la fin de son propos.

Que le pouvoir se rassure ! Je n'ai pas entendu parler de la prise de la moindre Bastille. Et, quand le professeur Perronne a déclaré, avant de se prêter aux questions-réponses : *« Apprenez à dire : non ! »*, des précédents historiques sont là pour lui donner raison.

J'ai hésité à donner à cet article un titre sibyllin : *« 3 mois et 400 milliards... »*. Tant il est vrai qu'à l'heure où la pandémie a tourné les talons (*« ce sont aujourd'hui des grippettes, des bronchites, et on a tous les outils pour traiter »*), *il est désormais possible de mesurer, avec le recul donné par le temps qui passe, le poids des erreurs, et même des fautes, commises par nos gouvernants dans la gestion de ce qui a été « une épidémie réelle, mais pas une tragédie »*.

Christian Perronne observe qu'au total, *« la mortalité a été extrêmement faible dans tous les pays du monde, et n'a fait que diminuer avec le temps »*. Ce n'était *« pas pire que la canicule »*, et s'il y a eu une surmortalité, c'est pour les gens âgés, les personnes ayant des problèmes cardiovasculaires, respiratoires. Surtout, *« si on avait traité, on aurait évité la plupart des morts »*, et *« cela aurait été terminé en 3 mois »*, pour une simple raison : *« Les traitements précoces avaient fait la preuve de leur efficacité »*. L'étude de Raoult était *« fantastique »*, son application à Garches en avait confirmé l'efficacité, à la seule condition de *« donner très tôt »* le protocole azithromycine – hydroxychloroquine.

Mais voilà ! Si l'on avait appliqué ces traitements – et, avant même l'arrivée de la pandémie en France, le gouvernement avait supprimé la chloroquine des médicaments en vente libre -, il n'était pas possible de faire la

promotion d'un « vaccin » d'un genre vraiment nouveau, puisqu'il n'empêche ni d'attraper, ni de transmettre la maladie, ce qui devrait tout de même mettre la puce à l'oreille des détracteurs du professeur Perronne.

Il a donc fallu avoir recours à « *une utilisation frauduleuse de la PCR* », dont l'inventeur avait pourtant dit qu'il ne fallait jamais l'utiliser en population générale, pour « *faire croire qu'il y avait des vagues énormes* ».

On a ainsi « *déclaré cas Covid des gens en parfaite santé* » et « *créé une épidémie de faux cas pour maintenir la peur* », justifier les confinements de la population et légitimer le recours à un « vaccin » qui ne se justifiait pas, « *étant donné la mortalité extrêmement faible* ».

Fort de son expérience en matière de vaccination, et des hautes fonctions occupées dans ce domaine au sein de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) pour la grande Europe, de l'Atlantique à Vladivostok, Christian Perronne avance tranquillement : « **Un vaccin, c'est 10 ans de développement, et on ne peut pas raccourcir à moins de 6 – 7 ans** ». Et, surtout, l'autorisation de mise sur le marché n'aurait jamais dû être donnée à ce produit qui est « *toujours en phase expérimentale* ». Cela étant, « **s'ils avaient reconnu que l'hydroxychloroquine, ça marchait, ils étaient cuits !** »

Le professeur l'affirme également : « *On a mis en danger des femmes enceintes (pour lesquelles, normalement, un vaccin doit avoir 20 ans d'application), des enfants. Les obligations vaccinales – qui, étrangement, ne concernent pas les policiers- sont illégales, puisqu'il s'agit d'un produit expérimental* », et « *c'est assimilable à un crime contre l'humanité* ».

Au total, la France aura dépensé « 400 milliards d'euros pour le Covid » (alors que le pouvoir est à la recherche de

12 à 13 milliards pour les retraites !), et cela « pour un pseudo vaccin toxique ». Comme il n'était pas possible de nier qu'il n'empêchait pas la transmission du virus, l'idée a été répandue qu'il protégeait des formes graves et de la mort. Hélas ! il est apparu rapidement que « les gens vaccinés avaient plus de chances de faire des formes graves et de mourir » (4 fois plus suivant une étude parue en Angleterre).

Et, maintenant, les conséquences de l'application de ce produit expérimental apparaissent en toute clarté. Le journal *Le Parisien* faisait état récemment d'une « augmentation de 20 % de la mortalité », pour une cause inconnue ! Une « augmentation énorme » des myocardites, des thromboses, des AVC, des embolies, est également observée.

Christian Perronne le dénonce avec force : ce qui est « très inquiétant, c'est la flambée actuelle des cancers (des généralistes n'ont jamais vu ça de leur vie) », des « turbos-cancers », disent certains. On assiste à « une flambée des cancers du pancréas, mais on ne sait pas d'où ça vient ». Également à « une augmentation importante de la stérilité, qui concerne aussi bien les hommes que les femmes ».

Et le diagnostic du médecin n'est pas meilleur quand il s'applique à nos grandes institutions. La Justice n'a pas été indépendante du pouvoir politique, la médecine est « en grand danger », « on a tué l'hôpital », on a « supprimé la liberté d'expression des médecins, des universitaires » (même si la Chambre disciplinaire de l'Ordre des médecins d'Ile-de-France lui a reconnu « non seulement le droit, mais l'obligation d'émettre un avis divergent » sur la manière dont la pandémie a été gérée).

Tels sont, pour l'essentiel, les propos tenus par Christian Perronne au cours de cette belle soirée nantaise. Dans le droit fil du combat qu'il mène depuis trois ans, le

professeur Perronne poursuit inlassablement son action, alors qu'il pourrait couler des jours tranquilles depuis son départ à la retraite. À l'évidence, la charge est lourde (son nom figure sur « *une liste de quatre personnes à abattre* » !). Mais il la porte avec un courage qui force le respect et mérite le soutien de ses partisans.

Alain Tranchant, pour France Soir